

Maitrise d'ouvrage
IFP Energies Nouvelles
1 et 4, Avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex

MARCHE DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Elaboré en application du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 29 décembre 2022

Travaux de réseaux extérieurs (RE) nécessaires à la connexion du bâtiment EMERAUDE au réseau de chauffage centralisé pour le compte de l'établissement IFPEN

Affaire n° 458250-25-BAT-SOL

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE | 6 |
| 1.1 Objet du marché..... | 6 |
| 1.2 Documents de référence et réglementaires | 6 |
| 1.3 Vérifications des documents | 6 |
| 1.4 Conduite d'opérations | 7 |
| 1.5 Forme du marché public | 7 |
| 1.6 Forme des notifications | 8 |
| 1.7 Prestations similaires | 8 |
| 1.8 Sous-traitance | 8 |
| ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE - PLANNING..... | 9 |
| 2.1 Durée du marché..... | 9 |
| 2.2 Planning | 9 |
| 2.3 Exécution par ordre de service | 10 |
| 2.4 Modalités de computation des délais | 10 |
| 2.5 Prolongation des délais d'exécution | 10 |
| ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 11 |
| ARTICLE 4 : BONS DE COMMANDE | 12 |
| ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE | 12 |
| 5.1 Phase préparatoire des travaux | 12 |
| 5.2 Documents d'exécution, DOE | 13 |
| 5.3 Travail en milieu occupé, nuisances | 13 |
| 5.4 Nettoyage de chantier | 13 |
| 5.5 Gestion des déchets..... | 13 |
| 5.6 Protection des locaux, ouvrages | 14 |
| 5.7 Hygiène et sécurité du chantier | 14 |
| 5.8 Réunion de mise en place du marché | 14 |
| ARTICLE 6 : GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE | 14 |
| 6.1. Interlocuteur(s) dédié(s)..... | 14 |
| 6.2 Équipe de travail, encadrement, discipline | 15 |
| 6.3 Emploi de la langue française | 15 |
| 6.4 Accès aux locaux et équipements | 16 |
| 6.5 Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé..... | 16 |
| ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES | 16 |

| | |
|--|----|
| 7.1. Aux soins du titulaire | 16 |
| 7.2 Aux soins d'IFPEN | 17 |
| 7.3 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde..... | 17 |
| 7.4. Confidentialité, non divulgation et déontologie | 17 |
| 7.4.1 Confidentialité | 17 |
| 7.4.2 Déontologie..... | 18 |
| 7.5. Assurances..... | 18 |
| ARTICLE 8 : PRIX..... | 18 |
| 8.1 Répartitions des paiements | 18 |
| 8.2 Contenu des prix..... | 18 |
| 8.3 Nature des prix du marché..... | 19 |
| 8.4 Règlement des travaux - Généralités..... | 19 |
| 8.5 Modalités de règlement | 20 |
| 8.5.1. Modalités particulières de règlement en co-traitance | 21 |
| 8.5.2. Paiement des sous-traitants | 21 |
| 8.5.3. Délai global de règlement..... | 21 |
| 8.6 Modalités de variation des prix - actualisation | 21 |
| ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE – AVANCES | 22 |
| 9.1. Retenue de garantie..... | 22 |
| 9.2. Avance | 22 |
| ARTICLE 10 : RECEPTION – GARANTIE | 22 |
| 10.1. Opérations de vérification..... | 22 |
| 10.2. Réception..... | 22 |
| 10.3 Garanties contractuelles et délais | 23 |
| 10.3.1 Obligation de parfait achèvement | 23 |
| 10.3.2 Garantie de bon fonctionnement..... | 23 |
| 10.3.3 Garantie décennale | 23 |
| ARTICLE 11 : MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN | 23 |
| 11.1 Travaux supplémentaires ou modificatifs..... | 23 |
| 11.2 Augmentation ou diminution du montant des travaux | 23 |
| ARTICLE 12 : PENALITES | 23 |
| 12.1 Pénalités pour retard d'exécution..... | 24 |
| 12.2 Pénalités pour absence aux réunions de chantier | 24 |
| 12.3 Pénalités pour retard sur le délai de levée des réserves..... | 24 |
| 12.4 Non-remise du DOE | 24 |
| 12.5 Pénalités pour mauvaise gestion du chantier | 25 |

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 13 : UTILISATION DES RESULTATS | 25 |
| ARTICLE 14 : RESILIATION | 27 |
| 14.1 Résiliation pour motif d'intérêt général | 27 |
| 14.2 Résiliation du marché pour faute du titulaire | 27 |
| 14.3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire..... | 28 |
| ARTICLE 15 : PUBLICITE ET REFERENCES | 28 |
| ARTICLE 16 – LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE | 29 |
| ARTICLE 17 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX..... | 29 |

PRESENTATION IFPEN

IFP Énergies nouvelles, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat, environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.

IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon). Les deux sites accueillent des activités de R&I (dont laboratoires, halls, ateliers, etc.), avec la particularité pour le site de Lyon de disposer des grands équipements et unités pilotes destinés à réaliser des essais à l'échelle préindustrielle. Les deux sites accueillent également les directions support à la R&I (tertiaire) et des zones ATEX.

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de réseaux extérieurs (RE) nécessaires à la connexion du bâtiment EMERAUDE au réseau de chauffage centralisé, situé sur le site d'IFPEN à Solaize. De tels travaux sont rendus nécessaires à la suite de plusieurs fuites décelées sur le réseau qui perturbent le fonctionnement normal des installations raccordées.

La description des travaux à mener et les caractéristiques techniques des matériels sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans les annexes associées.

Les travaux se déroulent sur le site de Solaize de IFPEN situé à l'adresse suivante :

IFPEN
Rond-point de l'échangeur de Solaize
69360 Solaize

Une partie des travaux doit être réalisée en zone de sécurité et en zone ATEX. Le titulaire est donc contraint de respecter scrupuleusement les consignes de sécurité qui régissent une telle zone en matière d'habilitation des personnels (article 12.2 du CCTP), d'outillage, de matériels ou de procédé.

En tout état de cause, l'emploi du personnel, l'utilisation du matériel, les installations et les méthodologies spécifiques applicables en zone ATEX ou en zone de sécurité doivent satisfaire aux exigences des textes réglementaires rappelées dans le CCTP.

Pour l'organisation et le déroulement des travaux, de la mise en place du chantier à son achèvement, le titulaire est tenu de respecter en tous points les exigences réglementaires et le phasage défini dans le CCTP.

Les opérations de travaux intègrent l'ensemble des réalisations listées aux articles 15 à 19 du CCTP.

1.2 Documents de référence et réglementaires

L'ensemble des opérations des travaux est exécuté suivant les règles de l'art, en respectant les normes, les textes légaux et réglementaires, les arrêtés, circulaires, règles de calcul, instructions techniques énoncées au CCTP en vigueur au moment de l'exécution des travaux. Les textes de base énoncés dans le CCTP ne présentent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables aux travaux.

L'entreprise titulaire est supposée connaître l'ensemble de ces documents et en appliquer les prescriptions tant en ce qui concerne la provenance des matériaux et matériels que la mise en œuvre de chacun d'eux.

1.3 Vérifications des documents

Le titulaire reconnaît par sa compétence et son expérience avoir appréhendé l'ensemble des difficultés liées à l'exécution des travaux.

Le titulaire reconnaît avoir vérifié tous les plans, schémas et documents en sa possession, s'assurer du dimensionnement des ouvrages et vérifier les quantités au devis quantitatif. Les quantités indiquées au DPGF sont estimatives et non contractuelles.

De même, le titulaire doit s'assurer sur place de l'exactitude des calculs, des quantités, des métrés et de toutes les indications des plans. Il vérifie, sous sa responsabilité, que la réalisation des dispositions prévues aux plans ou dans le DCE ne soulève pas de difficulté. S'il n'en est pas ainsi, il doit en avoir avisé par écrit IFPEN au cours de la procédure de consultation.

En cas de doute sur l'interprétation à donner sur une stipulation ou si le titulaire a des observations à présenter, il les formule par écrit à la maîtrise d'ouvrage dans les délais les plus rapides et avant le démarrage effectif des travaux. Dans le silence du titulaire ou en cas de demande tardive (au cours de travaux), il est considéré comme ayant accepté sans réserve les dispositions figurées et devient seul responsable de la bonne tenue et de la bonne réalisation des prestations. A réception des observations émises par le titulaire, le maître d'ouvrage s'efforce d'y répondre dans un délai approprié.

1.4 Conduite d'opérations

La maîtrise d'ouvrage est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché. Le maître d'ouvrage désigné dans le présent CCAP est IFP Énergies nouvelles (ci-après IFPEN), soit un établissement Public industriel et commercial (EPIC).

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG Travaux, la maîtrise d'ouvrage désigne dès à présent la Direction de la sécurité, de l'environnement et des supports aux activités (DSES) pour le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et agir en qualité d'interlocutrice du titulaire.

Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le maître d'ouvrage. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son Mandataire.

Le titulaire doit nommer parmi les membres de son équipe des représentants (chargé d'affaires et chef de chantier) en charge du suivi des travaux et pour les relations avec IFPEN ainsi que leurs remplaçants respectifs. Cet interlocuteur doit disposer de l'ensemble des qualités et des compétences requises à l'article 6.1 du CCAP.

1.5 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire.

Cependant et compte-tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 4 du présent document.

Les bons de commande n'ont pas d'obligation de signature. Ils pourront être envoyés par voie électronique.

Le marché comprend également deux prestations supplémentaires éventuelles dites facultatives (PSE). Au titre de cette PSE, il peut être confié au titulaire :

- PSE n° 1 : construction d'un regard de dimension intérieures 1500X2000mm. Le périmètre technique de cette PSE est défini à l'article 20.1 du CCTP.
- PSE n° 2 : fourniture et pose de coude 90°. Le périmètre technique de cette PSE est défini à l'article 20.2 du CCTP.

Le maître d'ouvrage peut décider de confier au titulaire l'exécution de la PSE visée précédemment au moyen d'un écrit adressé au titulaire du marché, au plus tôt à la notification du marché ou au plus tard dans un délai d'un mois à compter de ladite notification. Durant cette période, le titulaire reste pleinement engagé sur sa proposition faite pour les PSE. Le silence gardé par le maître d'ouvrage pendant l'une ou l'autre de ces périodes vaut renonciation à la PSE.

La réalisation de la PSE est rémunérée sur la base du tarif contractualisé au marché tel que reporté dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Les prix de la PSE sont fermes et définitifs.

1.6 Forme des notifications

Conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TRAVAUX, la notification au titulaire des décisions ou informations, faisant courir ou non un délai, peut être faite par des moyens matériels ou dématérialisés permettant de déterminer de façon certaine la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

A cet effet, le titulaire indique dans l'acte d'engagement une adresse de messagerie électronique valide pendant toute la durée du marché si possible nominative et non générique.

En cas de groupement, la notification est faite au seul mandataire pour l'ensemble du groupement.

1.7 Prestations similaires

IFPEN se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de travaux similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

1.8 Sous-traitance

Les Parties s'en remettent aux dispositions des articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique, ainsi qu'à celles de l'article 3.6 du CCAG travaux pour procéder à l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les articles R.2193-1 et R.2193-3 du code de la commande publique listent les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans la déclaration de sous-traitance et les modalités de cette déclaration. En outre, le titulaire adresse à l'appui de sa déclaration les qualifications ou certifications professionnelles identiques à celle requises au titulaire dans le CCTP et relatives à la réalisation de la mission qui lui est confiée ou celles exigées notamment pour toute intervention en zone ATEX.

De même, comme pour le titulaire, le sous-traitant régulièrement accepté est tenu de respecter les consignes et procédures de sécurité applicables sur le site de Solaize et opposables à tout intervenant extérieur. En cas de non-respect et après une mise en demeure restée infructueuse auprès du titulaire, l'IFPEN sera en droit d'interdire l'accès de son site au sous-traitant pris en faute, le titulaire devant alors soit reprendre à son compte les prestations ou présenter à l'accord d'IFPEN un nouveau sous-traitant. Une telle éviction suivie du remplacement de sous-traitance ne peut conduire à une augmentation des prix ou à une révision des délais d'intervention.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

En cas de non-respect des modalités exposées au présent article et par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG TRAVAUX, en cas de sous-traitance occultée avérée, le titulaire encourt les pénalités définies à l'article 12 du présent CCAP, après une mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ - PLANNING

2.1 Durée du marché

Le marché public prend effet à compter de la date de notification au titulaire et s'achève à la fin de l'année de parfait achèvement, le cas échéant prolongée dans les conditions des articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG.

La notification du marché déclenche la période préparatoire des travaux.

La période prévisionnelle des travaux est estimée par IFPEN entre le 05.05.2025 au 06.06.2025.

La durée globale d'exécution comprend :

- ✓ La période de préparation de chantier,
- ✓ La période dédiée aux études, à la formalisation des documents de sécurité (PDP)
- ✓ L'installation de chantier
- ✓ Les délais d'approvisionnement, de fabrication des matériels/fournitures
- ✓ Tous les travaux et prestations (y compris contrôles, vérifications, essais, réception...) nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage,
- ✓ Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition de l'entreprise titulaire par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux

Les délais prévisionnels d'exécution s'insèrent dans le délai global d'exécution et sont détaillés dans le planning des travaux élaboré par le titulaire et validé par IFPEN (Cf. article 2.2).

2.2 Planning

Pendant la phase préparatoire des travaux, le titulaire est tenu de mettre à jour le planning détaillé d'exécution du déroulement des opérations des travaux remis à l'appui de son offre valant engagement contractuel.

Ces délais d'exécution qui figurent au calendrier d'exécution, partent de la phase préparatoire déclenchant le délai global et expirent à la dernière intervention du titulaire.

Ce planning détaillé doit faire apparaître la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers ou intermédiaires correspondant aux interventions successives sur le chantier.

Le planning détaillé d'exécution est soumis par le titulaire à l'approbation du maître d'ouvrage au plus tard sep jours calendaires avant l'expiration de la période de préparation. Le planning définitif est notifié au titulaire par ordre de service du maître d'ouvrage.

Au cours du chantier, le planning détaillé d'exécution peut être modifié par les Parties sous réserve de l'accord préalable des intervenants (titulaire, maître d'ouvrage), mais cette modification ne pourra, sauf accord du titulaire, comporter une réduction du délai d'exécution ou sauf accord de la maîtrise d'ouvrage une augmentation du délai d'exécution globale. Ces modifications tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG travaux. Ce

document rectifié sera notifié au titulaire et deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article « Durée du marché public » (Cf. article 2.1 du CCAP).

Sauf justification dûment apportée ou en présence de circonstances relevant de l'imprévisibilité, les difficultés de livraison ou les congés des ouvriers ne seront pas acceptés comme motif de prolongation des délais d'exécution. Les pénalités de retard peuvent être applicables dans les conditions de l'article 12 en cas de non-respect du planning d'exécution (dont les délais intermédiaires) dernièrement en vigueur.

Le titulaire doit également respecter tous les délais intermédiaires prévus dans le planning d'exécution, élaboré en phase préparatoire des travaux lesquels ont pleinement valeur contractuelle.

2.3 Exécution par ordre de service

Le démarrage de la phase travaux (et éventuellement des différentes phases intermédiaires des travaux) est précédé d'un ordre de service édité par le maître d'ouvrage puis notifié au titulaire. En cas de sous-traitance, les ordres de services sont adressés au titulaire du marché. En cas de cotraitance, les ordres de services sont adressés au mandataire du groupement. Le délai d'exécution court à partir d'une date fixée par l'ordre de service ou à défaut à compter de la date de réception de l'ordre de service par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'ouvrage dans un délai de 3 jours ouvrés par courriel ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé. Le fait de formuler une réserve ne donne pas le droit de ne pas exécuter, sauf si les travaux présentent un caractère dangereux.

2.4 Modalités de computation des délais

- Tout délai mentionné par les documents du marché public commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;
- Lorsque le délai est fixé en jours sans autre indication il s'agit d'un délai calendaire qui comprend les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;
- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés et est expressément mentionné.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

La date d'expiration du délai est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

2.5 Prolongation des délais d'exécution

Les délais fixés au calendrier contractuel détaillé d'exécution sont réputés hors intempéries.

Le titulaire doit mettre tout en œuvre pour respecter les délais prévus, y compris si cela implique des conditions inhabituelles (augmentation d'effectif et/ou de moyens techniques, heures supplémentaires, travail de nuit, week-end et jours fériés, etc.), sans augmentation de prix sauf cas dérogatoire ouvrant droit à une telle augmentation telle que la rencontre de sujétions imprévues.

En cours d'exécution du marché, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par IFPEN au titulaire dans les hypothèses énumérées aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux. Une telle décision

a pour effet de neutraliser l'application de pénalités de retard (article 12 du CCAP) pendant la période prolongée.

Pour bénéficier d'une éventuelle prolongation des délais, le titulaire doit le formuler par écrit au maître d'ouvrage en tout état de cause et à peine de nullité de sa demande, avant l'expiration du délai contractuel de la prestation concernée par la demande de prolongation. Cette demande de prolongation ne pourra toutefois être fondée que sur des motifs liés à l'impossibilité de respecter les délais d'exécution prévus. La demande écrite de prolongation des délais peut être adressée au maître d'ouvrage au moyen d'un courriel ou remis à celui-ci en mains propres contre récépissé.

A réception de sa demande, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour statuer sur le bien-fondé de la demande, l'absence de réponse de la maîtrise d'ouvrage à l'expiration du délai précité vaut rejet. La prolongation des délais d'exécution est prononcée par le maître d'ouvrage au moyen d'un ordre de service.

Le titulaire supporte, sans augmentation du prix souscrit, les interruptions de travail définies dans le présent article. La reprise du chantier est notifiée par le maître d'ouvrage par ordre de service, le titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue, sous le délai consigné dans l'ordre de service précité. A défaut, le non-respect de la date de reprise des travaux est pénalisé en application de l'article 12 du présent marché (pénalité de retard).

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Cet article déroge à **l'article 4.1** du CCAG-TRAVAUX.

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes
 - 1) L'annexe financière dite « décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) »,
Nota : la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) n'est considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix servant au règlement des travaux prévus par le maître de l'ouvrage et à la nature des travaux. Ce document ne peut donc servir à donner une quelconque indication contractuelle notamment sur les quantités à réaliser.
 - 2) La mise au point éventuelle du marché,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), éventuellement modifié en cours de publication du présent marché,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), éventuellement modifié en cours de publication du présent marché et ses annexes (pièces graphiques)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TRAVAUX), modifié. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse technique) et tous les documents associés valant engagement contractuel,
- Les ordres de service,

- Les bons de commande issus de l'ERP d'IFPEN.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution du marché désignent également des pièces constitutives. Tout avenant approuvé par les parties ou toute modification décidée unilatéralement de l'un des documents contractuels a le rang du document qu'il complète ou amende.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès d'IFPEN font foi.

Les conditions générales du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis.

ARTICLE 4 : BONS DE COMMANDE

Compte tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au titulaire dans les conditions prévues ci-après prises en dérogation de l'article 3.7 du CCAG travaux.

Ainsi, chaque bon de commande indique :

- La référence du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le titulaire fournit, au plus tard à la notification du marché, une adresse de courriel électronique unique et valide à IFPEN pour la réception des commandes.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 Phase préparatoire des travaux

Il est fixé une période de préparation des travaux et d'étude, dont le démarrage est effectif à compter de la notification du marché. Au cours de cette période, il est procédé à la rédaction et à la transmission par le titulaire au maître d'ouvrage de la documentation technique et de l'exécution de certaines prestations décrits dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, la durée maximale de la période préparatoire des travaux est fixée d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le titulaire et reporté dans le planning d'exécution détaillé du chantier. Cette période est incluse dans le délai d'exécution.

Le maître d'ouvrage est chargé d'instruire les documents présentés à son l'approbation listés dans les CCTP.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'obtention de l'accord du maître d'ouvrage est requis pour l'ensemble des documents, études et conditionne le démarrage effectif des travaux. En cas de désaccord sur l'un des documents, IFPEN est en droit d'exiger du titulaire les modifications qu'il juge nécessaires.

En outre, le titulaire est tenu de remettre au maître d'ouvrage et sous les délais définis par ce dernier les documents suivants :

- ✚ Présentation de la liste nominative des personnels employés sur le chantier, assortie des informations et justifications suivantes :
- ✚ Le type de poste (chargé d'affaires, responsable de chantier, monteur, manutentionnaire, fournisseur...),
- ✚ Une photocopie recto-verso de chaque pièce d'identité en cours de validité et/ou de la carte professionnelle,
- ✚ La copie des cartes d'habilitation des personnes susceptibles d'intervenir lors des travaux.

L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française.

5.2 Documents d'exécution, DOE

A l'issue de son intervention, le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage pour examen et approbation, à l'achèvement des travaux, dans des délais compatibles avec le planning visé à l'article 2.2 du CCAP, le DOE (dossier des ouvrages exécutés). Tous les documents formant le DOE sont détaillés à l'article 19 du CCTP.

Après réception prononcée dans les conditions du CCAP et des CCTP, l'entière propriété de ces documents est acquise au maître d'ouvrage (y compris les droits de reproduction) dans les conditions de l'article 13 du présent document.

5.3 Travail en milieu occupé, nuisances

Les Parties se réfèrent aux articles 7.1 et 8.1 du CCTP.

5.4 Nettoyage de chantier

Les Parties sont liées par les articles 7.2 et 8.2 du CCTP.

Le maître d'ouvrage peut faire intervenir une entreprise de nettoyage de son choix à n'importe quel moment et autant de fois que nécessaire après un avertissement écrit resté sans effet aux frais du titulaire retenu sur les paiements. En lieu et place, IFPEN peut décider d'infliger des pénalités au titre du non-respect de l'obligation de nettoyage prévu à l'article 12 du CCAP.

5.5 Gestion des déchets

Les obligations imputables au titulaire en matière d'évacuation, d'élimination et de revalorisation des déchets générés par les travaux sont définies à l'article 8.1 du CCTP.

5.6 Protection des locaux, ouvrages

Sous réserve des dispositions prévues dans le CCTP, le titulaire a également à sa charge la protection des installations périphériques non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées ou polluées lors des manœuvres de démolition et de désamiantage.

5.7 Hygiène et sécurité du chantier

Sous réserve des dispositions prévues dans le CCTP, le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du maître d'ouvrage les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie. Les personnels de l'entreprise titulaire doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare.

5.8 Réunion de mise en place du marché

Dans la semaine suivant la réception du courrier de notification, le titulaire et la DSES doivent convenir d'une réunion pour le lancement et la mise en place du marché.

Elle a principalement pour objet de :

- Détailler les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation,
- Préciser le cadre de collaboration notamment avec l'ensemble des entreprises intervenant sur ce chantier
- Echanges sur les prérequis techniques,
- Valider les interlocuteurs IFPEN / Interlocuteurs du côté du titulaire.
- Présenter les futures échéances calendaires relatives à la prestation.

Avant le commencement des travaux, le titulaire peut juger utile de se déplacer sur site aux côtés du maître d'ouvrage afin de préparer la mise en place du marché, en procédant à un nouveau repérage des lieux d'installation, en analysant l'état existant des installations, en identifiant des lieux de stockage de son matériel.

Des réunions techniques de suivi, réunions d'avancement, réunion de clôture de la prestation sont organisées entre le titulaire et le maître d'ouvrage.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus sont du ressort du titulaire.

ARTICLE 6 : GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

6.1. Interlocuteur(s) dédié(s)

Conformément aux articles 3.4.1 du CCAG travaux, dès la notification du marché et au plus tard au jour de la réunion de mise en place du marché prévue à l'article 5.8 du CCAP, le titulaire désigne une personne physique habilitée à la représenter pour les besoins de l'exécution du marché auprès du maître d'ouvrage.

A ce titre, cet interlocuteur doit :

- Être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate pour piloter les travaux ou répondre à la suite des observations, des réclamations émises par le maître d'œuvre et/ou IFPEN,
- Avoir un degré de responsabilité suffisant pour mener les contrôles de conformité, valider les choix envisagés et mettre au point les éléments demandés par le maître d'ouvrage/maître d'œuvre,

- Être en mesure d'apporter une réponse ou une action corrective à toute demande formulée par le maître d'ouvrage/maître d'œuvre, dans les domaines couverts par le marché,
- Assister aux réunions définies dans le marché ou demandées par le maître d'ouvrage,
- Se tenir informé des réglementations en vigueur et de leurs évolutions notamment celles qui impactent le périmètre du marché,
- Vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- Fournir les livrables définis dans le CCTP/CCAP,
- Faire respecter les délais d'exécution par le personnel.

Les interlocuteurs désignés par le titulaire pour le représenter doivent être suffisamment qualifiés pour piloter l'exécution des travaux et ils doivent disposer d'un degré de responsabilité nécessaire pour mener les échanges et prendre le cas échéant des décisions.

Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur pour des raisons justifiées. Ce changement doit alors être effectif sous le délai indiqué à compter de la demande.

Le titulaire s'engage également à le/les remplacer, en cas de départ ou défection de celui/ceux-ci. Dans ces conditions, le/les remplaçants doi(ven)t présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé contractuellement. Ce changement doit alors être effectif sous une semaine.

6.2 Équipe de travail, encadrement, discipline

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Tout au long de l'exécution du marché, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution du marché, expérimentés dans leurs spécialités ainsi que des chefs d'équipes capables de diriger et de surveiller le travail. Les personnels employés sur le chantier doivent avoir reçu préalablement les formations réglementaires nécessaires ainsi que les habilitations requises selon les travaux à effectuer visées dans le CCTP et être en situation régulière vis à vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, dans le cadre de la préparation du chantier, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier, établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition, le maître d'ouvrage pouvant en solliciter la production à tout moment.

6.3 Emploi de la langue française

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français.

Le titulaire ou son représentant doit s'assurer que les travailleurs opérant sous ses ordres comprennent et respectent les instructions et les directions techniques délivrées en français au cours du chantier notamment celles qui concernent les règles de sécurité.

6.4 Accès aux locaux et équipements

IFPEN dote le titulaire de badges en quantité suffisante permettant l'accès aux locaux concernés par les travaux.

En cas de perte ou de vol du badge, le titulaire avise aussitôt IFPEN des exemplaires manquants, ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation au titulaire au tarif en vigueur. Ils doivent être restitués à IFPEN à la fin du marché.

6.5 Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire du marché s'engage à ce que les travaux/études soient effectués par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Pour détacher régulièrement des salariés, le titulaire s'efforce de respecter les formalités administratives prescrites aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il s'oblige à remettre au maître d'ouvrage et préalablement au détachement des salariés l'ensemble des informations listées aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail.

Tout manquement repéré au cours du marché aux obligations énoncées au présent article peut conduire à l'application de pénalités (Cf. article 12) et/ou à une résiliation pour faute du marché dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG travaux, après mises en demeure restées infructueuses.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1. Aux soins du titulaire

Le marché engage le titulaire sur l'intégralité des opérations et des spécificités techniques décrites dans le CCTP. Il s'engage à réaliser les prestations dans les délais imposés ou convenus et à apporter tous les soins nécessaires à leur exécution, conformément aux règles de l'art de sa profession.

Dans ce cadre, il s'engage notamment à :

- Assurer les travaux tels que définis dans le CCTP et les annexes associées,
- Affecter et pérenniser les moyens humains qualifiés nécessaires pour lesquels il s'est engagé contractuellement,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences de ses équipes,
- Faire preuve d'une forte réactivité en cas de demande signifiée urgente notamment en adaptant très rapidement ses équipes en termes de nombre notamment ou de planning,
- Planifier les opérations, les équipes dans le souci de maintenir le délai d'avancement des travaux,
- Faire siennes et appliquer avec le plus grand sérieux les obligations en matière de sécurité dictées par sa profession et les règles de sécurité en vigueur sur le site de Solaize ou celles inhérentes travaux à effectuer et celles consignées dans le plan de prévention notamment ou tout autre autorisation de travail exigée par la nature de travaux,
- Prendre toutes dispositions afin de pallier les nuisances de tout ordre à l'égard du voisinage,
- Accomplir sa mission selon les règles de sa profession,
- Respecter les obligations impératives en matière d'hygiène et de sécurité,
- Produire les documents ou informations requises dans les différentes pièces du marché.

Le titulaire s'engage par ailleurs à notifier sans délai au maître d'ouvrage des modifications survenant en cours d'exécution du marché et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché attribué.

7.2 Aux soins d'IFPEN

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution du marché public, IFPEN :

- collabore activement avec le titulaire et l'informe de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui peut avoir un impact sur les conditions de réalisation du marché,
- communique au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils sont nécessaires à la bonne exécution du marché.
- vérifie en temps utile, la qualité des opérations et formule s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords.
- facilite l'accès du titulaire aux locaux,
- se rend disponible pour les opérations de réception,
- effectue les démarches nécessaires au règlement des factures dans les conditions exposées dans le présent document.

7.3 Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le titulaire a une obligation permanente de conseil dans le cadre de l'exécution du marché, notamment en ce qui concerne les consignes (écrites ou orales) qui lui sont passées.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par le maître d'œuvre.

Il s'engage à informer, sans délai, IFPEN de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des travaux, des matériels, objet du marché, tels qu'elles y ont été définies. Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, de dysfonctionnements, de dangers potentiels au titre des opérations exécutées. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ou les supprimer

7.4. Confidentialité, non divulgation et déontologie

7.4.1 Confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

7.4.2 Déontologie

Le titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent marché, le titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent marché ou d'en faciliter son exécution.

7.5. Assurances

Les parties se réfèrent à l'article 8.1 du CCAG Travaux.

ARTICLE 8 : PRIX

8.1 Répartitions des paiements

Les paiements sont répartis entre le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels payés directement.

8.2 Contenu des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire

En sus des dispositions de l'article 9.1 du CCAG travaux, les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés :

- Les documents d'exécution, plans visés au CCTP,
- La fourniture de l'ensemble des matériels et équipements nécessaires à la réalisation des travaux
- L'ensemble des prestations de préparation et d'installation,
- La main-d'œuvre, incluant les conditions d'exécution et les frais de déplacement du personnel, le cas échéant,
- Le coût du transport, du déchargement, du stockage et de la manutention de tous les matériels sur le chantier, y compris les sujétions de grutage des gros matériels jusqu'au lieu d'exécution,
- Les frais engendrés par l'aménagement du chantier,
- Les dispositifs de protection et de sécurité selon la nature des travaux à effectuer,
- Les frais d'assurances (complémentaires éventuelles), les taxes en vigueur,
- Les dispositions à respecter pour le maintien des conditions d'hygiène et de sécurité,
- La protection des matériels pour éviter toute détérioration des autres corps d'état au cours des travaux,
- Les essais et tests mentionnés dans le CCTP ainsi que les fournitures nécessaires à leur réalisation,
- Les documents nécessaires pour la réception,
- Les procédures de réception incluant les réceptions réglementaires, y compris fourniture et obtention des attestations (si nécessaire) et les mises au point préalable à toute reconnaissance de conformité avec les conditions imposées,
- Le nettoyage fin du chantier,

- Les travaux nécessaires pour la levée des réserves de réception,
- Les Dossiers des Ouvrages Exécutés (D.O.E),

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles l'opération de travaux demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché. Il ne peut pas, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions des documents contractuels fournis pour se dégager du caractère forfaitaire des prix du marché et/ou solliciter une rémunération supplémentaire.

8.3 Nature des prix du marché

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application d'un prix global forfaitaire, conformément à la rubrique B1 de l'acte d'engagement et basé sur les conditions économiques en vigueur au mois « m0 », soit le mois de la date limite de remise des offres.

8.4 Règlement des travaux - Généralités

Le règlement des comptes se fait par des acomptes émis à concurrence de l'avancement des travaux et un solde établi et réglé comme il est indiqué aux articles 12.1 à 12.3 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 10.4 du CCCAG, il n'est pas prévu de paiement sur approvisionnement.

Le titulaire transmet au maître d'ouvrage ses demandes de paiement qui tiennent lieu de projet de décompte, dans les conditions du CCAG travaux.

Décompte final :

Les parties se réfèrent aux articles 12.3, 12.4 et 12.5 du CCAG travaux pour présenter et faire valider la demande de paiement finale et le décompte général définitif.

Le paiement du solde intervient dans un délai de 30 jours, courant à compter de la date d'acceptation du décompte général et définitif.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure. A défaut, le maître d'ouvrage peut l'établir unilatéralement.

Important : si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. (Cf. CCAG Travaux Article 12).

IFPEN prévoit la possibilité d'une suspension du délai de paiement tant que toutes les justifications nécessaires ne sont pas réunies et notamment :

- ✓ La levée de toutes les réserves

8.5 Modalités de règlement

Nota : compte-tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), un bon de commande est édité par IFPEN puis notifié au titulaire dans les conditions à l'article 4 du présent document.

Les factures afférentes au paiement sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du marché,
- la date d'exécution des travaux,
- la quantité et la dénomination précise des travaux réalisés suivant la décomposition du prix global et forfaitaire et mentionnant, pour chaque prestation, le montant pour la période concernée, le total précédent et le cumul,
- le prix HT des travaux réalisés et admis,
- le montant total HT, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- Pour la demande de paiement du solde : un récapitulatif mentionnant les éventuels acomptes perçus ainsi que la somme à percevoir

Viennent en déduction des règlements :

- la retenue de garantie prévue au présent CCAP ;
- les réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 41.7 du CCAG Travaux ;
- éventuellement les pénalités immédiatement applicables.

L'absence de numéro de marché sur la facture peut entraîner son rejet immédiat.

Le titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>).

IFPEN informe le titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le code Service à utiliser est : facture _commande (en toute lettres et il convient d'utiliser le tiret du 8 pour le code service, entre facture et commande sans espace)
- Le numéro d'engagement à utiliser est : n° de commande

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à IFPEN du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part d'IFPEN de la facture concernée, le titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.

- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Si IFPEN conteste tout ou partie d'une facture, IFPEN retourne cette facture au titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors :

- soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend.

8.5.1. Modalités particulières de règlement en co-traitance

Les Parties se réfèrent à l'article 12.5 du CCAG travaux pour le règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques.

8.5.2. Paiement des sous-traitants

Les Parties se réfèrent aux articles 12.1.7 et 12.5.1 du CCAG travaux, complétés par les dispositions suivantes.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt. Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

Si le sous-traitant souhaite déroger au droit au paiement direct en se faisant rémunérer par le titulaire, IFPEN est en droit d'exiger du titulaire tous les justificatifs nécessaires prouvant le paiement des prestations sous-traitées par celui-ci, la rémunération du titulaire pouvant être partiellement retenue dans l'attente de la transmission des justificatifs.

8.5.3. Délai global de règlement

Le paiement des factures s'effectue par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à 60 jours (à l'exception du solde du marché réduit à 30 jours), à réception de la facture par IFPEN sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent conformément à l'article R 2192-11 du code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception par le maître d'ouvrage, du décompte général et définitif accepté par le titulaire.

8.6 Modalités de variation des prix - actualisation

Les prix sont fermes pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE – AVANCES

9.1. Retenue de garantie

Chaque acompte fait l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% réduit à 3% si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande, les dispositions des articles R2191-36 à 42 du Code de la Commande Publique trouvant à s'appliquer. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-35 du code de la commande publique.

En cas de groupement, chaque membre du groupement fournit une garantie. Si le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

9.2. Avance

Selon les articles L2191-2, L .2191-3 et R.2191-3 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et la durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du code de la commande publique. Cette avance est fixée à 5 % du montant initial du marché TTC, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 90% du montant toutes taxes comprises du marché.

ARTICLE 10 : RECEPTION – GARANTIE

10.1. Opérations de vérification

Les stipulations prévues notamment à l'article 14 au CCTP sont seules applicables.

10.2. Réception

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin, l'ensemble des tâches listées à l'article 41 du CCAG Travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par maître d'ouvrage « sur le champ », signé par lui et par le titulaire dans les 5 jours calendaires suivant le PV.

Si à l'issue des opérations de réception mentionnées au présent CCAP et dans le CCTP, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités pour retard. En cas de réserves, le maître d'ouvrage peut prendre les décisions définies ci-après.

10.3 Garanties contractuelles et délais

10.3.1 Obligation de parfait achèvement

Cf. Articles 44.1 et 44.2 du CCAG Travaux.

L'obligation de parfait achèvement a un délai de garantie d'un an à compter de la date d'effet de la réception, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG Travaux.

10.3.2 Garantie de bon fonctionnement

Le titulaire assure la prestation de garantie de bon fonctionnement. Cette garantie est au minimum de deux ans à compter de la réception de l'ouvrage.

10.3.3 Garantie décennale

Les principes régissant la garantie décennale des constructeurs sont applicables aux marchés de travaux. Les constructeurs sont présumés responsables des désordres constatés dans l'ouvrage durant le délai décennal et sont tenus à ce titre de réparer tout dommage qui compromettrait la solidité de l'ouvrage ou le rendrait impropre à sa destination.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN

11.1 Travaux supplémentaires ou modificatifs

Les parties se réfèrent à l'article 13 du CCAG travaux.

11.2 Augmentation ou diminution du montant des travaux

Les Parties se réfèrent aux articles 14 et 15 du CCAG travaux, sous réserve des modifications suivantes.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne peut exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un ordre de service préalable du maître d'ouvrage.

En application de l'article 14.5 le maître d'ouvrage fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché. Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 12 : PENALITES

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les

délais impartis, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités peuvent être appliquées de plein droit ou sont précédées d'une mise en demeure selon les cas par le maître d'œuvre dans les conditions ci-après définies.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de notifier la résiliation du marché public dans les conditions prévues au présent CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives, sont exigibles dès le premier Euro et s'entendent HT. Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, la somme des pénalités ne peut dépasser 30% du montant total hors taxes du marché éventuellement actualisé, modifié ou complété par les avenants signés

12.1 Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié dans les conditions de l'article 2.2 du CCAP.

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG travaux, le titulaire peut subir, en cas de non-respect des délais d'exécution prévus au planning une pénalité journalière de 200 €, sur simple constat du maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable si le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution prévu.

12.2 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier, IFPEN peut appliquer une pénalité de **30 €** par absence constatée et par personne. Est considéré comme absent le titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait du marché.

Une pénalité similaire trouve également à s'appliquer en cas d'absence du titulaire aux contrôles externes, de son représentant ou des personnes compétentes pour les réaliser au jour dit.

12.3 Pénalités pour retard sur le délai de levée des réserves

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, le titulaire peut subir, en cas de non-respect du délai de levée des réserves fixé par le maître d'ouvrage, une pénalité par jour calendaire d'un montant de **100 €**, sans mise en demeure préalable.

Une telle pénalité est sans préjudice de la faculté pour IFPEN de faire appel à un opérateur tiers aux frais du titulaire.

12.4 Non-remise du DOE

Conformément aux articles 19.3 et 40 du C.C.A.G./Travaux, le D.O.E sera remis par le titulaire dans le délai indiqué dans le planning détaillé d'exécution.

A défaut de remise dans ce délai ou en cas de remise incomplète du DOE, une retenue de 800 Euros sera déduite du décompte général et ce, après une mise en demeure préalable restée sans effet.

12.5 Pénalités pour mauvaise gestion du chantier

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, une pénalité peut être appliquée dans les cas suivants :

- Une retenue de 100 euros par manquement en cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'environnement, à l'hygiène (par manquement) dont le plan de prévention. Cette pénalité peut s'appliquer notamment au terme d'audits inopinés effectués par IFPEN ou par un tiers mandaté. Une telle pénalité est sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus par le titulaire au titre de sa responsabilité éventuelle en cas de dommages résultant dudit manquement,
- Une retenue de 100 euros par jour en cas de retard ou d'absence de nettoyage du chantier prévu au CCTP. En cas de retard ou d'absence de nettoyage constaté sur une période d'au moins 5 jours consécutifs, ces opérations peuvent être faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 52 du CCAG travaux,
- En cas de non-respect du délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, une pénalité forfaitaire de 50 euros sera appliquée par jour de retard.
- 50 euros par jour en cas de retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure de IFPEN. Une telle pénalité peut être due après mises en demeure visant à faire régulariser la situation par le titulaire mais restées infructueuses. L'application d'une telle pénalité ne prive pas IFPEN de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire conformément à l'article 15.2 du CCAP.

12.6 Travail dissimulé

Lorsque le titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code de Travail relatifs à l'interdiction du travail dissimulé, celui-ci encourt une pénalité conformément à l'article L.8222-6 du même Code, qui est appliquée dans les conditions suivantes :

- o IFPEN notifie une mise en demeure au titulaire afin de faire cesser l'irrégularité dans le délai prescrit.
- o A défaut de correction des irrégularités dans le délai précité, une pénalité forfaitaire d'un montant de 3 % du montant du marché HT sera appliquée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 13 : UTILISATION DES RESULTATS

Par dérogation aux dispositions des articles 45 à 48 du CCAG les dispositions suivantes sont applicables au marché :

La propriété de chaque livrable en lien avec l'objet du marché, quel que soit son support, tels que notamment Documents, études, P&ID et développements spécifiques, procédures de tests, élaborés dans le cadre du présent Marché, est cédée à IFPEN dès sa réalisation ou création, dans toutes ses versions successives, achevées ou inachevées.

Le titulaire s'engage également à céder à titre exclusif et irrévocable à IFPEN tous les droits de propriété intellectuelle attachés aux livrables élaborés dans le cadre du présent du Marché qui lui sont reconnus par

les dispositions législatives ou réglementaires de tout pays, ainsi que les conventions internationales, actuelles et futures et ce, incluant tous les droits patrimoniaux d'auteur.

En cas de résultats protégeables par le droit d'auteur, la cession mentionnée ci-dessus comprend la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur notamment les droits d'utilisation, de reproduction, communication, représentation, diffusion, intégration dans une œuvre seconde, traduction, adaptation, modification, reformulation, d'arrangement et de toute autre transformation, en tout format et sur tout support, ainsi que les droits d'industrialisation, de distribution, de commercialisation et de sous-licencier à des tiers à quelque titre que ce soit, gratuit ou onéreux, ainsi que le droit de procéder en son propre nom à toute formalité en vue de l'obtention et de la préservation des droits ainsi cédés. La cession est consentie pour toute la durée de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier.

En cas de développement de logiciels dans le cadre du marché, le code source, le code objet des logiciels, ainsi que la documentation associée, seront remis à IFPEN.

La présente cession, dont le prix est inclus dans le prix forfaitaire du marché est consentie pour la durée légale des droits d'auteur et pour tous pays, et ce en vue d'une exploitation directe ou indirecte par IFPEN, sans limitation d'étendue ni de destination.

Informations préexistantes appartenant au titulaire

En cas d'utilisation d'informations préexistantes appartenant au titulaire pour l'exécution du marché, ce dernier concède à IFPEN une licence non-exclusive, cessible avec droit de sous-licence, de toute information préexistante, notamment brevet et/ou droit d'auteur et/ou autre droit de propriété intellectuelle, permettant à IFPEN de faire tout usage, exploitation commerciale ou industrielle, mettre en œuvre, reproduire par tous moyens, représenter, traduire, adapter, distribuer tout ou partie des informations préexistantes dès lors qu'elles sont nécessaires à l'utilisation et/ou l'exploitation des résultats et/ou livrables du marché.

Le titulaire reste dans tous les cas seul propriétaire de ses informations préexistantes au marché.

Il est entendu que le prix de cette licence est inclus dans le prix du marché.

Informations et propriété intellectuelle de tiers

Le titulaire doit informer par écrit IFPEN de tous les droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers (et notamment les éventuels logiciels libres) qui seraient nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables issus du Marché. Le titulaire s'engage à obtenir toutes les cessions de droits des tiers (notamment des sous-traitants) qui collaborent à la réalisation du Marché, et s'engage à fournir, à la demande d'IFPEN, la copie de l'ensemble des accords qu'il aura obtenu dans l'objectif décrit ci-dessus.

Le titulaire garantit IFPEN contre toutes contestations et revendications des tiers à ce sujet qui pourraient survenir pendant ou après l'exécution du Marché. Il indemniserà IFPEN de toutes conséquences qu'il a subies à cause de la non-obtention de ces accords qui seraient du fait du Titulaire.

Cette disposition restera en vigueur à l'issue du Marché quelle qu'en soit sa cause.

Les droits et redevances afférents aux droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables sont inclus dans le prix du Marché.

IFPEN ne pourra pas être tenu à un paiement quelconque envers le personnel du titulaire qui contribuerait à la réalisation des résultats et/ou livrables du Marché y compris des inventions. Le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires vis-à-vis de son personnel.

Le titulaire s'engage à ne pas reproduire, publier, distribuer, traduire, adapter ou utiliser, de quelque manière que ce soit les résultats et les livrables du Marché.

Le titulaire s'interdit de rédiger quelque article que ce soit relatif à l'objet des présentes sans l'accord préalable écrit d'IFPEN.

Le titulaire déclare et garantit avoir conclu tous les accords nécessaires lui permettant de consentir à la cession des droits visée au présent article avec toute personne physique ou morale impliquée directement ou indirectement dans la réalisation des prestations et l'obtention des résultats (notamment de son personnel et/ou de ses sous-traitants), afin de garantir à IFPEN la pleine jouissance des droits qui lui sont consentis en vertu du présent article.

Le titulaire s'engage à garantir IFPEN contre toutes revendications et tous recours concernant :

- 1) les fournitures, équipements, matériaux, procédés ou moyens utilisés pour l'exécution des prestations émanant, le cas échéant, de titulaires de brevets, licences,
- 2) les droits de propriété intellectuelle de tous intervenants à l'acte de construire.

En cas d'actions dirigées contre IFPEN par les titulaires de tels droits, le titulaire devra intervenir à l'instance et indemniser IFPEN de tous dommages et intérêts prononcés à son encontre ainsi que de ses frais et honoraires supportés.

ARTICLE 14 : RESILIATION

Les stipulations des articles 49 à 51 du CCAG travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

14.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 dudit article, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché.

14.2 Résiliation du marché pour faute du titulaire

Conformément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, IFPEN peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose les CCAP et CCTP ou le CCAG ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après l'envoi de mises en demeure restées sans effet

Les mises en demeure donnent l'occasion au titulaire du marché de faire cesser les manquements constatés qui lui sont opposés et d'adopter des mesures correctives afin de se conformer aux obligations prescrites par le marché. La mise en demeure est transmise au titulaire par tous moyens (courrier avec AR, courriel...), le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai spécifique annoncé dans le courrier de mise en demeure.

Certains motifs de résiliation listés ci-après ne sont précédés selon les cas d'aucune mise en demeure ou d'une ou plusieurs mises en demeure restées infructueuses. Le marché public peut ainsi être résilié pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles (après deux mises en demeure) ;
- exécution imparfaite ou incomplète des prestations (après deux mises en demeure) ;
- le titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires (après une mise en demeure)

- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations (après une mise en demeure) ;
- après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.
- inexactitude ou absence des renseignements prévus aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ainsi qu'aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail (sans mise en demeure)
- refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP (après trois mises en demeure)
- En cas de non-production de l'acceptation d'une sous-traitance (après quatre mises en demeure)
- Si le titulaire ne déclare pas dans le délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché (après une mise en demeure) dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG Travaux

Par dérogation et en complément des articles 57.7.2 et 57.7.3 du CCAG travaux, lorsque le mandataire solidaire d'un groupement conjoint est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, il appartient au groupement de désigner un mandataire parmi eux.

Si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché,
- de désigner d'office comme mandataire solidaire, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante du marché,
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,

La résiliation du marché public pour faute du titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité.

14.3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

IFPEN peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation fautive du marché prononcée aux torts du titulaire. La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation du marché aux torts du titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le maître d'ouvrage. Dans un tel cas, le surcoût éventuel supporté par le IFPEN pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

ARTICLE 15 : PUBLICITE ET REFERENCES

Le titulaire doit solliciter une autorisation écrite pour tout usage du nom d'IFPEN à titre de référence dans sa documentation commerciale et/ou sur tout moyen de communication électronique.

Tout projet d'article, publicité ou communication portant sur les prestations exécutées pour le compte d'IFPEN est strictement interdit.

ARTICLE 16 – LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Préalablement à tout recours contentieux, IFPEN et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.
Le présent marché est soumis à la loi française.

En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent marché exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause

ARTICLE 17 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

| Nature de la dérogation | Articles CCAP | Articles CCAG-TRAVAUX |
|--|----------------------|------------------------------|
| La maîtrise d'ouvrage | 1.2.1 | 3.3 |
| Sous-traitance | 1.6 | 3.6.1.5 |
| Durée du marché public - planning | 2.1 | 3.8.2 |
| Exécution par ordre de service | 2.1 | 3.8.2 |
| Mesures sanitaires | 2.4.2 | 18.2.1 |
| Ordre de priorité des pièces contractuelles | 3 | 4.1 |
| Bon de commande | 4 | 3.7 |
| Phase préparatoire des travaux | 5.1 | 28.1 |
| | | 28.2.2 |
| Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé | 6.5 | 19 |

| | | |
|---------------------------|----------------|------------------|
| Assurances | 7.5.3 | 8 |
| Païement des travaux | 8.4.1 | 12.1.7 |
| Réexamen | 11 | 53 |
| Pénalités | 13 et suivants | 19 |
| | | 19.2.3 |
| | | 19.2.4 |
| Utilisation des résultats | 14 | 45 à 48 |
| Résiliation | 15.2 | 57.7.2 et 57.7.3 |